



Lors de l'inauguration du nouveau siège de l'Insee, à Montrouge (Hauts-de-Seine), en octobre 2018. VINCENT ISORE/IP3 PRESS/MAXPPP

Une boule de neige qui grossit, grossit sans cesse. On croit qu'on va y échapper, et puis l'avalanche emporte tout sur son passage. Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee, est d'ordinaire peu enclin à l'emphase. Cependant, la crise qui s'est abattue entre février et mars sur l'économie mondiale a balayé toutes les certitudes et tout un arsenal comptable et statistique jusqu'ici très bien rodé.

Lorsque Emmanuel Macron annonce le premier confinement le 16 mars, la coulée de neige a déjà recouvert l'économie d'une chape épaisse. « On était dans le brouillard complet, se souvient Julien Pouget. Nous avons travaillé sur la note de conjoncture trimestrielle, dont la publication était prévue une semaine plus tard. Nous avons tout arrêté pour nous concentrer sur le présent et tenter d'estimer la chute du PIB – en faisant feu de tout bois pour trouver des données. »

Le temps que le confinement se mette en place, l'essentiel des informations habituellement collectées par l'Insee pour établir ses prévisions avait disparu ou était devenu obsolète. Muettes. « Recueillies début mars, elles ne nous disaient plus rien de ce qui allait se passer durant la seconde quinzaine du mois, ajoute M. Pouget. Car entre-temps, l'état du monde avait changé. » Les relevés de prix effectués manuellement dans les magasins et points de vente étaient devenus impossibles à réaliser, tout comme les enquêtes menées en face-à-face, sur l'emploi, la conjoncture, les revenus... Les remontées d'information en provenance des entreprises n'étaient plus aussi fiables et complètes qu'avant.

« CONCLAVE VIRTUEL »

Sans compter que la totalité des agents de l'Insee, comme l'immense majorité des salariés du pays, ont basculé du jour au lendemain en télétravail, avec quelques difficultés techniques à la clé. « On a eu un petit problème de capacité du réseau », admet Olivier Lefebvre, directeur des systèmes d'information. « Dans les premiers temps, on ne pouvait supporter que 1 500 connexions simultanées, soit deux fois moins que nécessaire. Des « tours de connexion » – matin ou après-midi – ont permis d'éviter un crash du serveur, avant que la capacité ne soit triplée.

Pourtant, il fallait bien continuer à les publier, ces notes de conjoncture, ces données sur l'activité des entreprises, la consommation des ménages, pour renseigner cette crise inédite. « Nous devions fournir aux décideurs publics et économiques les bonnes informations afin qu'ils puissent prendre les bonnes décisions », rappelle Caroline Jamet, la direc-

trice régionale de l'Insee en Occitanie. Une région qui n'a pas été fortement touchée par la première vague sanitaire, mais dont l'économie, en grande partie fondée sur l'industrie aéronautique et le tourisme, a subi de plein fouet le choc de la crise. « Les pré-fets avaient aussi besoin de connaître les mouvements de population sur le territoire, ou le nombre de décès », ajoute-t-elle. De son bureau du nouveau siège de Montrouge (Hauts-de-Seine), avec vue sur l'ancienne tour qui abritait l'Insee porte de Vanves, Jean-Luc Tavernier, le directeur général, résume cette période inédite : « Il fallait passer en mode Blitzkrieg. » Dès le 16 mars, il écrit à ses troupes, pour leur annoncer que la note de conjoncture n'est plus d'actualité : « L'enjeu était de prendre la mesure du présent. »

Pour trouver des données fiables et exploitables dans un pays confiné et s'accorder sur une méthode de travail, les statisticiens tiennent un « conclave virtuel ». « On a utilisé les données issues des

« Il fallait passer en mode Blitzkrieg. L'enjeu était de prendre la mesure du présent »

JEAN-LUC TAVERNIER
directeur général de l'Insee

fédérations professionnelles par exemple », décrit M. Pouget. D'autres organismes économiques – l'OFCE, Rexecode, la Banque de France... – font remonter le peu d'informations dont ils disposent. « Mais on a aussi déduit certaines hypothèses directement de la situation sanitaire. »

Pour ces statisticiens à l'esprit cartésien, travailler « au doigt mouillé » est ressenti comme une véritable prise de risque. Une prise de risque récompensée. Le 26 mars au matin, une note signée de Jean-Luc Tavernier, bien que parée de moult précautions, énonce un premier verdict : l'activité économique a chuté à 65 %. L'Insee est le premier organisme public en Europe à avoir donné une estimation du choc macroéconomique dû au Covid-19.

Ce n'est que la première étape. Comme dans une partie d'échecs, la position des pièces sur le plateau compte au moins autant que le dernier coup joué, et l'Institut peut compter pour la suite sur quelques pions bien placés. « Nous menions une réflexion de puis quelques temps déjà, au niveau européen, sur l'usage des données de téléphonie mobile pour établir des statistiques, explique Sylvie Lagarde, directrice de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale. Pour nous, c'est l'avenir. »

L'Insee se tourne alors vers les opérateurs téléphoniques et trois d'entre eux – Orange, SFR et Bouygues Telecom – acceptent de prêter main-forte à l'administra-

tion au vu du contexte. « Mais passer de comptages anonymes issus des activations du réseau téléphonique à de la statistique, ce n'est pas si simple », remarque M^{me} Lagarde. Méthodologie, redressement statistique, processus de traitement des données... Le 8 avril, l'Insee publie une première carte des déplacements de la population sur le territoire, confirmant qu'environ 1,4 million de personnes ont participé au vaste chassé-croisé sur les routes de France, à l'annonce du confinement, particulièrement de Paris vers la province.

ENQUÊTES PAR TÉLÉPHONE

Et puis ce sont les morts qu'il a fallu décompter jour par jour. « Très rapidement, nous avons eu des demandes des préfetures et des cellules de crise, entre autres, qui voulaient savoir ce qui se passait vraiment », relate Christel Colin, directrice des statistiques démographiques et sociales. L'Insee publie pourtant chaque mois, dans une relative indifférence, le nombre de naissances et décès survenus au cours du mois précédent. Mais là, il faut passer la vitesse supérieure et effectuer un décompte quotidien.

Depuis les quinze directions régionales, la collecte des bulletins de décès est lancée, afin de pouvoir les exploiter au plus vite. « A l'ancienne » pour une part, de très nombreuses petites mairies n'étant pas informatisées. « On recevait régulièrement des gros paquets de certificats de décès par la

Des pans entiers de la consommation ont cessé d'exister : les coiffeurs, les voyages, les restaurants...

Poste, des bulletins papier, qu'il fallait scanner à la main... », décrit M^{me} Colin.

L'indice des prix à la consommation tourne également au casse-tête. En temps normal, il est calculé à partir de sources diverses, dont des milliers de relevés effectués par 200 enquêteurs de l'Insee dans les magasins, les cafés, restaurants, points de vente en tout genre. Tous fermés pendant le confinement, ou presque. Et en période de flambée épidémique, hors de question d'envoyer les enquêteurs glaner des étiquettes dans les grandes surfaces. De ce fait, du 16 mars au 25 mai, aucun relevé n'a été effectué en point de vente.

« Nos 160 000 données avaient donc disparu », conclut Christel Colin. Internet sauve la mise pour certains prix : billets de train, vêtements, électroménager... Les produits alimentaires sont relevés dans les drives mis en place par les hypermarchés. Petit à petit, les enquêteurs remplacent la visite en magasin par un coup de

téléphone, bien sûr moins fiable qu'un contrôle de visu, ce qui suscite des débats au niveau interne. Sans compter que des pans entiers de la consommation ont tout bonnement cessé d'exister : les coiffeurs, les voyages, les restaurants...

Retracer la consommation des ménages, justement, n'est pas plus aisé. Là encore, l'Insee a placé ses pions depuis quelque temps auprès de GIE Cartes bancaires et la Fédération bancaire française pour obtenir les données de paiement par carte des consommateurs. Au début de la crise, les deux instances donnent leur feu vert pour l'utilisation de ces précieuses informations.

D'autres données dites « à haute fréquence » sont utilisées : celles d'Enedis, de RTE ou de Google Mobility. Utiles en temps de crise, elles sont particulièrement complexes à exploiter du fait même de leur exhaustivité. Par ailleurs, certaines enquêtes habituellement réalisées en face-à-face doivent désormais être faites par téléphone, comme l'enquête « Emploi » qui porte sur 20 000 personnes chaque trimestre. D'autres sont purement et simplement interrompues, comme l'enquête « Trajectoires et origines ». Elles reprendront progressivement au gré de la situation sanitaire.

En définitive, la pandémie a contraint cette administration, que l'on appelle parfois la « vieille dame », rattachée à Bercy, de lancer des innovations « à marche forcée », comme le dit Julien Pouget. « Cela nous a montré qu'on était capables de s'adapter », souligne Christel Colin. La fierté d'avoir passé collectivement l'obstacle revient dans toutes les bouches. Ils sont d'ailleurs nombreux, économistes ou chercheurs, à avoir salué ces derniers mois le travail accompli par les statisticiens nationaux, qui leur a permis à leur tour de faire de la prévision, de comprendre la crise et d'en tirer des enseignements. « Ma main tremblait un peu, admet M. Tavernier. Mais on a bien raconté l'histoire. » ■

BÉATRICE MADELINE